

Pouvoir d'emprunt—Loi

Lorsque nous songeons au monde des affaires japonais, nous pensons à d'immenses sociétés comme la société Honda; cependant, lorsque nous examinons la structure japonaise, nous nous rendons compte que huit sociétés commerciales sur dix sont de petite et moyenne envergures. Huit entreprises japonaises sur dix sont petites, modestes. Ce sont de petites boutiques, de petites usines, et non pas les grandes exploitations grandioses que nous imaginons sans doute en pensant au Japon. Oui, le Japon est un monde de petites entreprises créatrices d'emplois. Le secteur de la petite entreprise répond aux besoins de la société rapidement, d'une manière innovatrice et créatrice, avec l'aide du gouvernement. C'est là un phénomène très important que mes amis à ma droite doivent accepter. Ils ne peuvent absolument pas faire abstraction de ce concept dans leurs discussions.

Voyons maintenant ce qui se passe dans d'autres pays prospères comme l'Allemagne de l'Ouest, pays qui lui aussi a une longue histoire de participation gouvernementale. Nous aurions vraiment du mal à trouver dans ce pays des exploitations qui ne soient pas florissantes. C'est un pays de réussite, un pays dont l'économie est stable et vigoureuse. C'est le genre de pays dont nous devrions nous inspirer dans l'élaboration d'une stratégie industrielle et d'expansion de la productivité pour le Canada.

Les collègues qui sont assis à ma droite citent en exemple les États-Unis, ce bastion de la libre entreprise, et ils signalent que l'économie américaine tourne sans la participation ni l'ingérence du gouvernement. Je leur conseille d'étudier l'économie américaine de plus près; ils se rendront compte qu'au niveau de la grande comme de la petite entreprise il existe des liens d'interdépendance étroits entre le gouvernement et les milieux d'affaires.

Il existe un complexe militaire industriel aux États-Unis. Le secteur militaire joue un rôle crucial dans l'évolution qui se produit dans différentes régions des États-Unis. J'ai écouté attentivement M. Ronald Reagan lorsqu'il nous a vanté les mérites d'un monde édifié par le secteur militaire. Ce chef d'État est de toute évidence partisan d'une intensification de la course aux armements qui améliorera la société américaine, d'après lui! Paroles malheureuses s'il en est, mais qui prouvent cependant de manière éclatante qu'il existe des liens très étroits entre le gouvernement, l'industrie et le monde des affaires dans ce bastion de la libre entreprise que sont les États-Unis.

Il existe de graves problèmes. Quand on y pense, cette idée d'aller emprunter aveuglément 14 milliards de dollars soulève bien des questions. Elle est certainement une source de préoccupation.

Ce n'est peut-être pas grand-chose, mais à l'heure actuelle, différentes publications qui sont diffusées aux quatre coins du pays font allusion à l'émission d'obligations du gouvernement du Canada évaluée à 1 ou 1,2 milliard de dollars. La Banque du Canada a accepté d'acquiescer une partie de cette émission en achetant des obligations pour 315 millions de dollars au moins. Et voilà que les obligations du gouvernement sont vendues à la Banque du Canada! Quand on songe aux retombées d'une telle transaction financière, on comprend tout de suite que si nous achetons nos propres obligations, c'est que nous avons de gros problèmes financiers.

Bien des orateurs qui m'ont précédé ont parlé des problèmes que posent les emprunts à l'étranger, ils ont parlé des emprunts massifs que nous faisons à des banques et à des institutions financières étrangères et des problèmes évidents que suscitent de tels emprunts dans un pays comme le Canada.

Au sein du Nouveau parti démocratique, nous croyons vraiment à la nécessité pour le gouvernement de collaborer avec le secteur privé. Le gouvernement doit le faire pour s'assurer que les investissements du secteur privé soient dans l'intérêt de tous les Canadiens. Au Canada nous sommes incités à le faire plus que dans tout autre pays et peut-être sommes-nous tenus de le faire.

Laissez-moi vous donner deux raisons pour cela. L'une des activités en pleine expansion au Canada c'est celle du tourisme. De nombreuses provinces disent maintenant que celui-ci va bientôt devenir la deuxième source de revenu pour leur population. Le gouvernement du Canada a lui aussi reconnu le rôle du tourisme et ce qu'il peut signifier pour l'économie canadienne. Le gouvernement fédéral est en train de prendre une série de mesures pour accroître son intervention dans ce domaine.

L'un des problèmes auquel est confrontée l'industrie touristique est celui du climat. Ma circonscription compte un certain nombre de stations de ski et quand il ne neige pas en hiver une ou deux fois de suite, il peut en résulter de graves problèmes pour les exploitants. Les stations, les remontées mécaniques de pente, les chalets, etc., nécessitent de gros investissements et quand il ne neige pas, ne serait-ce que pendant quelques semaines de la saison, il s'ensuit de graves complications financières.

M. Lapointe: Le parti libéral est-il également responsable de cela?

M. Riis: Je n'irai pas jusqu'à dire que le parti libéral est responsable du temps qu'il fait. Je ne lui reprocherai certainement pas cela.

Je voudrais maintenant passer à d'autres lieux touristiques telles que les stations de vacances, les plages et les autres centres dont le succès est lié aux conditions météorologiques. Dans le Nord, la bonne marche de nombreux centres de pêche et de loisirs est étroitement liée au temps. En d'autres termes, les risques sont extrêmement élevés. Je suppose que les grandes institutions de prêt du Canada ne financent pas volontiers les entreprises touristiques présentant un risque élevé; d'où la nécessité de programmes aussi bien fédéraux que provinciaux. Les entrepreneurs qui sont disposés à mettre en œuvre de nouvelles idées permettant d'attirer les touristes au Canada et de créer de nouveaux emplois dans le secteur touristique ont besoin de capital-risque. Or les institutions de prêt traditionnelles sont peu disposées à se lancer dans ce genre d'aventures. Pour que ce secteur vulnérable et hasardeux puisse se développer de façon harmonieuse, il importe qu'il y ait collaboration entre le gouvernement et le secteur privé.

L'immensité du territoire canadien cause aussi des problèmes. Il faut souvent aller livrer des marchandises ou organiser des services à des endroits éloignés afin d'exploiter des gisements difficiles d'accès et transporter des biens finis et non finis sur de grandes distances. Mes amis du parti conservateur diront que le secteur privé peut facilement s'en charger. Je le dis sincèrement, j'en doute. Je doute que nous puissions trouver dans le monde de nombreux pays où l'exploitation des